

Économie

Le plan du patronat pour sortir de la crise

La Chambre de commerce lance un manifeste qui appelle à baisser la fiscalité et à pousser le développement durable.

Marc Bretton

Le monde d'après vu par la [Chambre de commerce et d'industrie](#)? Moins d'impôts pour les entreprises, plus de flexibilité et de développement durable. Après les partisans d'une économie sociale et solidaire en avril, la [Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève \(CCIG\)](#) a planché sur sa vision de l'avenir et l'a dévoilée à la «Tribune de Genève».

Le point central du texte porte sur la fiscalité des entreprises. Cet «appel aux autorités» reprend des revendications connues, comme la suppression temporaire de la perception de la taxe professionnelle «pour les entreprises au chômage partiel à cause du Covid». La Chambre appelle aussi à supprimer l'impôt sur la fortune lié à la possession d'une entreprise par son propriétaire (défiscaliser l'outil de travail). Il souhaite enfin introduire pour les entreprises des



La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève a planché sur sa vision de l'avenir et l'a dévoilée à la «Tribune de Genève». ENRICO GASTALDELLO

déductions fiscales liées à des investissements durables.

La taxe dans le viseur

Problème: la taxe professionnelle représente environ 170 millions, dont presque 100 pour la Ville de Genève; par ailleurs, l'impôt sur

la fortune (dont celui sur l'outil de travail constitue une partie) rapporte 483 millions au budget; enfin, le déficit cantonal s'annonce imposant. Dans ces conditions, ces allègements seraient-ils vraiment raisonnables? «La reprise liée à la rentrée doit être aussi l'oc-

casión de poser les bases d'un nouveau chapitre pour notre canton, celui de la relance, souligne pour sa part [Vincent Subilia](#), le directeur de ce lobby des entreprises. Nous ne pouvons pas faire comme s'il ne s'était rien passé. Nous devons profiter de l'oc-

casión pour sortir renforcés de la crise, établir de nouveaux modèles et pallier nos faiblesses.»

Parmi elles figureraient les horaires des magasins, qu'il faudrait «adapter aux besoins de la clientèle», les gymkhanas administratifs pour certaines autorisations et, d'une manière générale, l'accélération de la digitalisation des procédures. Enfin, le développement durable devrait davantage être intégré dans les critères d'attribution des marchés publics. À noter que la relance vue par la CCIG ne passe manifestement pas par des investissements publics massifs.

Réalisé avec le conseil économique de la CCIG, qui compte 25 chefs d'entreprise, et avec le conseil de quelques experts, le manifeste, qui compte huit pages, est découpé en trois chapitres: un appel aux entreprises, un autre destiné aux autorités et un dernier à la population. L'appel aux entreprises les engage à mettre en place de nouveaux modèles de travail permettant de concilier travail et famille, ce qui passe par des horaires souples et par le télétravail. Les entreprises doivent également mettre l'accent sur la formation continue et l'apprentissage, et mettre la main à la pâte en pratiquant pour elles-mêmes des «achats responsables» dans des circuits courts.

La Chambre accorde également une importance remarquable au durable, qu'il s'agisse de déve-

loppement, d'investissements ou encore de consommation. «Nos membres ont vraiment beaucoup insisté sur ces points», relève [Nathalie Hardyn](#), directrice du département politique de la Chambre. C'est la preuve que les principes de la loi cantonale en faveur du développement de l'économie, qui date de 2001, sont désormais largement partagés.

Appel à la solidarité

En fin de manifeste, l'appel à la population genevoise est plus court. On y lit que la crise a donné l'occasion aux Genevois de manifester «empathie et solidarité» envers les plus fragiles. Il se termine en appelant à ce que «chacun se souvienne de cette période de crise et continue à faire preuve de solidarité avec son prochain et les entreprises de proximité». Un clin d'œil final en direction des consommateurs tentés de repasser la frontière pour effectuer leurs achats.

La Chambre termine en disant qu'elle mettra en pratique pour elle-même tous les bons conseils qu'elle donne aux autres. Par ailleurs, elle prépare, dit-elle, une étude sur le modèle de croissance que Genève peut suivre désormais et dont le résultat est attendu au début de l'année prochaine. Un texte qu'il faudra comparer avec les Assises que le Canton organise sur le même sujet, qui auront lieu dans quelques semaines.